

Marché de Services

N° PA2026-004

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Contrôles et vérifications périodiques des installations de
Centrale Lille Institut

MARCHE EN PROCEDURE ADAPTEE

Passé selon le code de la commande publique

(Articles L. 2123-1 et R2123-1)

ACHETEUR PUBLIC :

Centrale Lille Institut

Cité Scientifique – CS 20048

59650 VILLENEUVE D'ASCQ Cedex

Adresse électronique : marches.publics@centralelille.fr

DATE LIMITE DES OFFRES : 02 mars 2026 à 10h

Table des matières

Article 1 – OBJET DU MARCHÉ	4
Article 2 – DESCRIPTION DU MARCHÉ	4
2.1 Définition de la procédure	4
2.2 Forme du marché.....	4
2.2.1 Variantes supplémentaires ou alternatives à l'initiative du pouvoir adjudicateur	4
2.3 Intervenants	4
2.3.1 Pouvoir adjudicateur	4
2.3.2 Titulaire	4
Article 3 – DOCUMENTS REGISSANT LE MARCHÉ	5
3.1 Documents applicables	5
3.2 Documents non applicables	5
3.3 Election de domicile	5
Article 4 – DELAIS D'EXECUTION	5
Article 5 – CONDITIONS ET MODALITES D'EXECUTION DU MARCHÉ	5
5.1 – Livraison des prestations	6
5.2 - Opérations de vérifications	6
5.3 – Réception/ajournement/réfaction et rejet	6
5.3.1 – Réception	6
5.3.2 – Ajournement/réfaction/rejet	6
Article 6 – PRIX ET REVISION DES PRIX	6
6.1 Nature et contenu des prix	6
6.2 Répartition des paiements	6
6.3 Prix de règlement	6
6.4 Révision des prix et clause de sauvegarde	7
6.5 Paiement des cotraitants et des sous-traitants	7
Article 7 – MODALITES FINANCIERES	7
7.1 Présentation et établissement des factures	7
7.2 Délai de paiement	8
7.2 Précisions sur les modalités de règlement	8
7.2.1 Avance	8
7.2.2 Acompte	8
7.3 Clause de sauvegarde	8
7.4 Retard de paiement	8
7.5 Cession ou nantissement de créance	9
7.6 Cession du marché	9

Article 8 – PENALITES	9
8.1 Pénalité pour retard	9
8.2 Pénalités pour travail dissimulé	10
8.3 Pénalités dans le retard ou le défaut de la remise du rapport	10
8.4 Pénalités pour mauvaise qualité du rapport.....	10
8.5 Pénalité pour mauvaise exécution générale	10
8.6 Pénalité pour absence non justifiée à la réunion annuelle.....	10
8.7 Pénalités pour absence non justifiées aux réunions programmées.....	10
8.8 Conditions d'applications des pénalités	10
Article 9 – PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR.....	11
9.1 Dispositif de vigilance (article D8222-5 du Code du Travail)	11
9.2 Assurances	11
Article 10 – DISPOSITIONS GENERALES	11
10.1 Protection des données à caractère personnel	11
10.2 Médiation	11
10.3 Clause stipulée non écrite.....	12
10.4 Discretion et confidentialité	12
Article 11 – RESILIATION	12
Article 12 – REGLEMENT DES DIFFERENDS	12

Article 1 – OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet les prestations de contrôles et de vérifications périodiques réglementaires qui doivent être effectuées sur l'ensemble des bâtiments, des installations et des équipements de Centrale Lille institut.

Les activités de Centrale sont actuellement implantées sur quatre sites répartis au sein de deux campus :

- Sur le « campus de Villeneuve d'Ascq », sis sur le domaine universitaire scientifique de la cité scientifique à Villeneuve d'Ascq (DUSVA), 19 bâtiments répartis sur 3 sites (site ECL, site ENSCL et site ITEEM) totalisent près de 32 300 m² de SHON
- Sur le « campus de Lens », le site « IG2I », voisin de celui de la faculté des sciences de l'Université d'Artois, est constitué d'un bâtiment de 2 279 m² de SHON, sis 13 rue Jean Souvraz.

Article 2 – DESCRIPTION DU MARCHE

2.1 Définition de la procédure

L'accord cadre est passé selon la procédure adaptée en application des articles L2123-1 et R2123-1 à R2123-7 du Code de la Commande Publique.

2.2 Forme du marché

Le marché est mono-attributaire.

Le marché est passé à prix unitaire.

2.2.1 Variantes supplémentaires ou alternatives à l'initiative du pouvoir adjudicateur

Les variantes ne sont pas autorisées.

2.3 Intervenants

2.3.1 Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est Centrale Lille.

Le représentant du pouvoir adjudicateur est le Directeur général de Centrale Lille.

2.3.2 Titulaire

Le titulaire indique dans son mémoire technique l'identité du chef de projet, interlocuteur unique de Centrale Lille, responsable du suivi du marché, capable de superviser et coordonner le suivi administratif et financier du marché.

En cas de changement de cet interlocuteur, le titulaire du marché doit en informer la personne responsable du suivi du marché au moins deux semaines avant changement effectif.

Article 3 – DOCUMENTS REGISSANT LE MARCHE

3.1 Documents applicables

Les documents contractuels, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles opérés par avenant, régissant le marché sont, dans l'ordre décroissant de priorité :

- L'acte d'engagement et les BPU ;
- L'annexe attestation de visite de site (s'il y a eu une visite) ;
- Le présent cahier des clauses administratives (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe ;
- Le cahier des clauses administratives générales « fournitures courantes et services (CCAG/FCS) ;
- Le règlement de consultation (RC) ;

3.2 Documents non applicables

Les conditions générales de vente du titulaire ne sont pas applicables au présent marché.

3.3 Election de domicile

Tous les documents relatifs au présent marché, destinés au titulaire, sont adressés aux coordonnées figurant sur la partie B de l'acte d'engagement (ATTRI1).

En cas de modification des coordonnées, le titulaire en avertit le service des marchés par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception de l'information.

Article 4 – DELAIS D'EXECUTION

La durée du marché est fixée à 1 (un) an, reconductible 3 (trois) fois 1 (un) an de façon expresse, sans que la durée totale du marché puisse excéder 48 (quarante-huit) mois. La date de début d'exécution du marché interviendra à sa notification.

Le délai d'intervention est fixé librement par l'entreprise et est contractuel. L'entreprise s'y engage obligatoirement au vu des annexes du présent marché.

Article 5 – CONDITIONS ET MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

Les périodes d'interventions sont définies dans les annexes complétant le dossier de consultation. Les dates et heures des visites de vérifications seront fixées en accord avec Mme Marie DELOOZ, responsable technique du marché (03.20.67.60.60). Le personnel du bureau de contrôle chargé de la visite se présentera à l'interlocuteur désigné par le service technique dès son arrivée et l'averti également lors de son départ de l'établissement. Le cas échéant, il sera accompagné lors de sa vérification.

Centrale Lille Institut doit fournir au titulaire les moyens d'accès (ouverture des portes) au matériel installé et prendre les mesures en vue d'assurer sa sécurité. Elle doit également mettre gratuitement à disposition du titulaire l'énergie nécessaire à l'accomplissement des tâches relevant de ses prestations.

Les moyens d'accès en hauteur sont à la charge du titulaire tous les éléments couverts par le présent marché sont réputés accessibles.

L'accès aux locaux présentant des risques particuliers se fait exclusivement après avoir obtenu l'autorisation et en suivant les mesures de prévention nécessaires.

Les opérations de vérification et d'admission seront exécutées dans les conditions prévues au chapitre V du CCAG-FCS.

5.1 – Livraison des prestations

La prestation doit être conforme à la commande et exécutée à la date et aux heures précisées et au lieu indiqué. La livraison doit être le rapport de vérification, conformément aux clauses du Cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

5.2 - Opérations de vérifications

Les vérifications sont effectuées contradictoirement, à l'instant et sur le lieu de la prestation par le responsable technique du marché et par le titulaire. L'absence du titulaire ou de son représentant aux opérations de vérifications ne fait pas obstacle à la validité des décisions qui s'en suivent.

Au sens du présent document, est considéré comme une vérification les opérations permettant à Centrale Lille de contrôler que le titulaire a mis en œuvre les moyens définis dans le marché et que les prestations sont réalisées conformément au cahier des clauses techniques particulières.

Le silence gardé par Centrale Lille vaut acceptation.

5.3 – Réception/ajournement/réfaction et rejet

5.3.1 – Réception

Si le résultat des vérifications est satisfaisant, l'admission est prononcée séance tenante par signature ou cachet apposé sur les deux exemplaires du bon de livraison, dont le double est remis au titulaire. Ce duplicata visé vaut procès-verbal de réception provisoire.

5.3.2 – Ajournement/réfaction/rejet

S'il n'y a pas conformité, le bénéficiaire peut, s'il le juge opportun :

- Demander la rectification du rapport ;
- Accepter la partie conforme de la prestation ;
- Faire compléter la prestation dans les délais prescrits sur mise en demeure verbale annotée sur les deux exemplaires du rapport erroné.

Les frais qui naîtraient de l'ajournement ou de rejet de la prestation, sont à la charge du titulaire.

Article 6 – PRIX ET REVISION DES PRIX

6.1 Nature et contenu des prix

Les prix du présent marché sont réglés par l'application des prix figurant dans le BPU qui a valeur contractuelle. Le candidat s'attache à présenter dans son offre tous les éléments permettant au pouvoir adjudicateur d'apprécier la nature et l'étendue de ce qui est proposé.

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations ainsi que les marges pour risque et les marges bénéficiaires. Les prix comprennent également la livraison, l'installation et la mise en service du matériel.

Les prix sont établis en euro.

6.2 Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être payé respectivement au titulaire et à ses sous-traitants.

6.3 Prix de règlement

Les prix de règlement sont établis à partir des tarifs TTC du titulaire, exprimés en euro dans le bordereau de prix correspondant. Ces prix ainsi déterminés comprennent :

- Le prix remis accordé par le titulaire au moment de son offre et s'applique pour toute la durée du marché.
- Peuvent s'ajouter des remises exceptionnelles ou promotionnelles dont la durée de validité est limitée à celle de la promotion.
- La TVA en vigueur au jour de livraison.

6.4 Révision des prix et clause de sauvegarde

Les prix du présent accord-cadre sont révisables conformément à l'article R. 2194-8 du Code de la commande publique.

Les nouveaux prix révisés s'appliquent aux prestations exécutées après la date d'effet de la révision.

La révision est applicable aux prestations dont l'exécution s'étend sur une période supérieure à trois mois à compter de la notification du marché.

Les prix sont fermes la première année du marché puis révisables à compter de la deuxième année sans toutefois excéder l'augmentation des prix calculés sur la base des indices INSEE « Syntec ».

Les valeurs des indices INSEE sont à relever sur le site : <http://www.insee.fr>.

La formule de révision étant : $P = P_o \times \text{nouvel indice}$

Ancien indice

P = prix révisé

P_o = prix initial défini à la notification du marché et porté à l'acte d'engagement

Nouvel indice = valeur du dernier indice INSEE (N°CPF56.2 et identifiant 010545950) connu à la date anniversaire.

6.5 Paiement des cotraitants et des sous-traitants

L'avenant ou l'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la déclaration de sous-traitance prévue au code de la commande publique aux articles R. 2193-1 et R. 2193-22.

Article 7 – MODALITES FINANCIERES

7.1 Présentation et établissement des factures

Les factures afférentes au marché devront regrouper les éléments de façon à permettre la vérification par rapport aux éléments constitutifs de l'offre initiale.

Elle sera établie en un original, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Les noms, n° Siret et adresse du créancier ;
- Le numéro de son compte bancaire tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- Le numéro et la date du lot et du marché ;
- La prestation exécutée ;
- Le montant hors T.V.A de la prestation exécutée ;
- Le taux et le montant de la T.V.A ;
- Le montant total T.T.C des prestations exécutées.

Les factures seront libellées et envoyées par voie dématérialisée via le portail CHORUS PRO :

CENTRALE LILLE INSTITUT

Pôle facturier

Cité scientifique - CS 20048

59651 Villeneuve d'Ascq cedex – SIRET : 195 903 497 00012

Code service : SEC GEN

7.2 Délai de paiement

Les modalités de mise en œuvre du délai maximum de paiement dans les marchés publics et le calcul des intérêts moratoires sont précisés dans les articles L2192-10 à L2192-15, R2192-10 à R2192-36 du Code de la Commande Publique et dans le décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le délai global de paiement est de trente (30) jours à compter de la réception de la demande de paiement, ou à compter de la date d'admission de la prestation (service fait) si celle-ci est postérieure à la date de réception de la demande de paiement

Le paiement est effectué en euros et au compte ouvert au nom du titulaire.

L'ordonnateur de la dépense est le Directeur de Centrale Lille Institut, représentant du pouvoir adjudicateur, Le comptable assignataire de la dépense est l'Agent Comptable de Centrale Lille Institut

7.2 Précisions sur les modalités de règlement

7.2.1 Avance

Conformément aux articles R.2191-2 à R.2191-12 du Code de la commande publique, le titulaire peut bénéficier d'une avance lorsque le montant du bon de commande est supérieur à 50 000 € HT et que son délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant initial TTC du bon de commande ou du marché subséquent.

L'avance est versée dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification du marché.

Lorsque le montant de l'avance excède 30 % du montant, le versement de l'avance est subordonné à la constitution d'une garantie à première demande couvrant la totalité de l'avance.

Le titulaire peut renoncer expressément au bénéfice de l'avance dans l'acte d'engagement (ATTRI1).

7.2.2 Acompte

Conformément aux articles R.2191-20 à R.2191-24 du Code de la commande publique, le titulaire peut bénéficier du versement d'acomptes pour les prestations exécutées dans le cadre du présent marché.

Les acomptes rémunèrent les prestations effectivement réalisées et constatées par le pouvoir adjudicateur avant l'achèvement complet de l'exécution du marché.

Le paiement des acomptes interviendra dans un délai maximum de 30 jours à compter de la réception de la demande ou de la constatation des prestations.

7.3 Clause de sauvegarde

En cas de défaillance du titulaire, la personne publique se réserve le droit de résilier unilatéralement le contrat, sans indemnité, pour la partie qui continue à courir jusqu'à sa date d'expiration, et de faire supporter aux frais et aux risques du titulaire, toutes dépenses complémentaires rendues indispensables pour garantir les niveaux de service exigés dans ce marché. (Article 39 du CCAG/FCS).

7.4 Retard de paiement

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché, le bénéfice d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement ou l'échéance prévue au contrat.

Si, du fait du titulaire, il ne peut être procédé à toutes les opérations nécessaires au mandatement, le délai est suspendu pour une durée égale au retard qui en est résulté. En effet, en cas de modification des

coordonnées bancaires du titulaire au cours d'exécution du marché, celui-ci doit impérativement, et dans les plus brefs délais, notifier ce changement à Madame l'Agent comptable de Centrale Lille Institut, et fournir le numéro de compte bancaire international (IBAN).

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêts appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement principal les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En outre le retard de paiement donne lieu de plein droit et sans autre formalité au versement d'une indemnité forfaitaire de quarante (40) euros pour frais de recouvrement.

Le montant des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire sont calculés conformément aux articles R2192-31 à R2192-36 du Code de la Commande Publique.

7.5 Cession ou nantissement de créance

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles L. 2191-8 et R. 2191-45 à R. 2191-51 du Code de la Commande Publique.

La notification du marché comprend une copie, délivrée sans frais par le pouvoir adjudicateur au titulaire de l'acte d'engagement et des autres pièces constitutives du marché, à l'exception du CCAG, des CCTG et, plus généralement, de toute pièce ayant fait l'objet d'une publication officielle.

Le pouvoir adjudicateur peut remettre également au titulaire, sans frais, l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché.

La transmission de la cession ou du nantissement de la créance sera envoyé par courrier recommandé avec accusé de réception à Madame l'agent comptable.

7.6 Cession du marché

Le présent marché peut, en tout ou partie, être librement cédé par le titulaire sous réserve que :

- Le cessionnaire présente les garanties professionnelles et financières suffisantes pour assurer la bonne exécution du marché
- La cession ne soit pas de nature à remettre en cause les éléments essentiels relatifs au choix du titulaire
- La cession ne soit pas de nature à modifier substantiellement l'économie du marché

Dans le cas où la cession du marché doit intervenir au bénéfice d'une autre personne morale, le titulaire, afin d'obtenir l'accord préalable de Centrale Lille Institut, informe ce dernier en temps utile et lui fournit les éléments nécessaires à son appréciation des capacités techniques, professionnelles et financières.

Article 8 – PENALITES

8.1 Pénalité pour retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités pour retard d'exécution des prestations commencent à courir sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré. Le délai d'exécution des prestations est contractuellement fixé par les annexes à l'acte d'engagement. La pénalité journalière s'élèvera à un montant de 150€ HT.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire du marché n'est pas exonéré des pénalités de retard si celles-ci ne dépassent pas 1000€ pour l'ensemble du marché.

8.2 Pénalités pour travail dissimulé

Le titulaire s'engage au respect des lois et règlement relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail définies dans le CCAG/FCS, ainsi qu'à l'article 93 de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit qui modifie l'article L8222-6 du Code du travail relatif à la lutte contre le travail dissimulé.

Si dans le cadre du dispositif mentionné à l'article L8222-6 du code du Travail, le titulaire n'a pas apporté la preuve qu'il a mis fin après réception de la mise en demeure à la situation délictuelle, Centrale Lille Institut peut appliquer des pénalités contractuelles ou rompre le contrat, sans indemnités, à ses frais et risques. Une pénalité journalière de 100€ HT sera appliquée par jour ouvré de retard dans la production des documents dans les délais impartis.

En application de l'article L.8222-6 du Code du travail, dans le cas où le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du travail relatives à la lutte contre le travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, Centrale Lille institue une pénalité à hauteur de 10 % du montant T.T.C. du marché dans la limite du montant des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du travail. Dans le cas d'un marché à prix forfaitaire, la pénalité de 10 % s'applique en fonction du montant du marché. Dans le cas d'un contrat conclu à prix unitaires, la pénalité de 10 % se calcule par rapport au montant estimé du marché.

8.3 Pénalités dans le retard ou le défaut de la remise du rapport

En cas de retard dans la remise du rapport ou si aucun rapport n'est produit, l'acheteur peut appliquer une pénalité journalière de 150€ HT.

8.4 Pénalités pour mauvaise qualité du rapport

Le rapport doit être de bonne qualité. En cas de mauvaise qualité du rapport, l'acheteur peut appliquer une pénalité de 150€ HT.

La notion de bonne qualité du rapport s'entend comme Un document conforme aux exigences du marché et à la mission confiée. Un contenu complet, exact et exploitable, ne comportant pas d'erreurs manifestes ou d'omissions substantielles. Le respect des formats, délais et modalités de remise prévus au marché.

8.5 Pénalité pour mauvaise exécution générale

En cas de mauvaise exécution générale, l'acheteur pourra prétendre à une pénalité de 150€. Le terme d'exécution générale s'entend comme Le non-respect des obligations contractuelles du titulaire. Des prestations non conformes aux prescriptions techniques ou qualitatives du marché. Des retards répétés ou injustifiés dans l'exécution des prestations.

8.6 Pénalité pour absence non justifiée à la réunion annuelle

En cas d'absence non justifiée du titulaire à la réunion annuelle organisée par l'acheteur, dont la date aura été communiquée au titulaire au moins quinze jours calendaires à l'avance, l'acheteur pourra appliquer une pénalité de 150 € HT.

8.7 Pénalités pour absence non justifiées aux réunions programmées

En cas d'absence, non justifiée, du titulaire aux réunions programmées dont la date a été déterminée entre les parties/par le planning prévisionnel ayant valeur contractuelle.

8.8 Conditions d'applications des pénalités

Les pénalités sont cumulables entre elles et sont applicables sans mise en demeure préalable du titulaire par écrit (courrier, courriel, fax).

Article 9 – PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR

9.1 Dispositif de vigilance (article D8222-5 du Code du Travail)

Le titulaire s'engage à fournir les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D8222-5 du code du Travail.

A défaut, le marché est résilié de plein droit dans les conditions prévues à l'article 12 du présent CCAP.

9.2 Assurances

Dans le cadre de son activité, objet du présent marché, le titulaire atteste de sa couverture par la souscription d'une police d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile susceptible d'être engagée pour les dommages matériels et corporels.

Il s'engage, sur toute demande faite par les services de Centrale Lille Institut, par tout moyen permettant de donner date certaine ou en cas de modification des conditions de sa police d'assurance, à communiquer une attestation de souscription de la police d'assurance en cours de validité.

A défaut, le marché est résilié dans les conditions prévues à l'article 11 Résiliation du présent CCAP.

Article 10 – DISPOSITIONS GENERALES

10.1 Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au marché s'engage à respecter toute disposition résultante :

- De la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés :
- Du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil, du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Par dérogation à l'article 5.2 du C.C.A.G. / F.C.S., l'application du règlement précité ne nécessite aucun formalisme de modification de l'accord cadre.

La constitution d'une base de données comportant des données à caractère personnel et données administratives des usagers peut être rendue nécessaire par l'exécution des prestations figurant au présent marché.

Ces données sont confidentielles et sont collectées, traitées et hébergées sur le territoire français métropolitain ou le territoire d'un Etat membre de l'Union européenne, ou le cas échéant, dans tout Etat permettant d'assurer un niveau adéquat de protection desdites données.

Le cas échéant, le titulaire s'engage à respecter les droits des personnes concernées par les données à caractère personnel traitées (droit à l'information, droit à l'accès, droit d'opposition, droit de rectification, droit de portabilité, droit à l'effacement, droit de recours devant une autorité).

10.2 Médiation

Le présent marché est conclu et est exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

Les échanges intervenus entre les parties en application de la présente clause de médiation doivent rester confidentiels.

10.3 Clause stipulée non écrite

Si une ou plusieurs stipulations du présent marché sont tenues pour non valides ou déclarées comme telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, elles seront réputées non écrites, cependant, les autres stipulations du marché conserveront toute leur force et leur portée.

10.4 Discretion et confidentialité

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il a connaissance au cours de l'exécution du présent marché. Les renseignements, documents ou objet qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation, être transmis, même à titre gratuit, à d'autres personnes que celles qui ont la qualité pour en connaître dans le cadre du présent marché. Ces renseignements, documents ou objet ne peuvent, sans autorisation expresse de Centrale Lille, être divulgués à des tiers. Le titulaire ne peut ni faire usage, ni reproduire, ni représenter, ni distribuer, ni communiquer, ni publier ou révéler les informations et prestations faisant l'objet du présent marché ou tout résultat ou étude qui en seraient issus.

En cas de sous-traitance, il revient au titulaire de faire figurer dans le contrat avec le sous-traitant, une clause imposant les mêmes obligations que celles du présent marché.

Article 11 – RESILIATION

Sans préjudice des stipulations des articles 38 et suivants du C.C.A.G./F.C.S., et conformément à l'article L2395-2 du Code de la Commande Publique, le marché est résilié aux torts exclusifs du titulaire lorsque les documents ou renseignements mentionnés aux articles R2143-3 et R2143-6 à R2143-10 du Code de la Commande Publique sont inexacts ou lorsque le titulaire refuse de produire, en cours d'exécution, les pièces prévues aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 ou D8254-2 à D.8254-5, R 1263-12 du code du travail conformément à l'article R2143-8 du Code de la Commande Publique.

La résiliation du marché est alors prononcée par le pouvoir adjudicateur, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

Le pouvoir adjudicateur peut en outre se prévaloir des stipulations de l'article 45 du C.C.A.G./F.C.S.. Le cas échéant, les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont imputés au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à la personne publique.

Article 12 – REGLEMENT DES DIFFERENDS

Tout différent entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différent. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différents qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises>), au Comité Consultatif de règlement amiable des litiges compétent (Articles R.2197-1 et suivants du Code de la Commande Publique) ou à la DREETS (<https://dreets.gouv.fr>).

Enfin, les recours peuvent être déposés sur le site <https://www.telerecours.fr>.